

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Frederic-Lordon-Les-forcenes>

Frédéric Lordon : Les forcenés

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : mercredi 9 janvier 2019

Description :

Frédéric Lordon : Les forcenés

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Méthodologiquement, et déontologiquement, il faut maintenir les hypothèses psychiatriques dans un statut d'ultime recours quand il est question de politique, et ne se tourner vers elles qu'après avoir tout essayé. Au point où nous en sommes cependant, observant Macron, Griveaux, écoutant le défilé ininterrompu des députés LREM sur les chaînes d'information continue et les chiens de plage arrière qui font « oui oui » en leur passant les plats, on cherche en tous sens, et surtout en vain, ce qui pourrait nous sauver de ce dernier recours. Après avoir épuisé toutes les explications alternatives, il va falloir s'y résoudre : ces gens sont complètement fous.

On savait depuis longtemps que chaque fois que l'un d'eux dit « j'ai bien entendu » ou « nous sommes à l'écoute », il utilise juste d'autres mots pour dire « nous n'en ferons qu'à notre tête et vous n'existez pas ». Cependant, il y a un point où le cynisme bonnasse de type chiraquien ou hollandiste ne fait plus une hypothèse suffisante. Quand un mouvement quasi-insurrectionnel hurle au gouvernement qu'il mettra le feu plutôt que de continuer dans cette direction, et que le gouvernement lui répond qu'il a « bien entendu » « l'impatience », qu'il a bien compris la demande, l'envie même, d'aller encore « plus loin dans le changement », de se montrer « encore plus radical dans les méthodes et les manières de faire », comment écarter l'hypothèse psychiatrique ? Quel type de rapport Benjamin Griveaux entretient-il avec la réalité quand il se prévaut d'une « envie de changement des Français », en tout cas d'une envie du type de celle qui appellerait sa réponse à lui ? Et, accessoirement, pourquoi ne se trouve-t-il pas un média pour le lui faire remarquer clairement ? En commençant d'ailleurs par lui faire observer que « ses » Français, mesurés au score réel de la présidentielle, font à peine plus de 10 % du corps électoral [1], et qu'ils n'ont porté Macron au pouvoir qu'au terme d'une gigantesque prise d'otages de deuxième tour, méthodiquement agencée de longue date avant le premier â€” autrement dit sans aucune des « envies » que leur délire Griveaux.

Orwell, qui n'est pas redevenu par hasard une référence contemporaine, a dit comme personne le tour de langage propre au pouvoir dictatorial : l'inversion, en fait la négation, systématique des choses par les mots â€” la guerre qui est la paix, l'esclavage la liberté et l'ignorance la force. Mais c'est autre chose encore, d'une autre nature, qui émane par exemple du discours de « vœux » de Macron. C'est qu'il faut un twist déjà très prononcé pour revendiquer « avoir posé les bases d'une stratégie ambitieuse pour améliorer l'organisation de nos hôpitaux » [2] quand le système de soin est au bord de l'effondrement et que médecins et infirmières en sont à se suicider ; de même pour prétendre « lutter contre le réchauffement climatique » quand les mesures prises finissent par écoeurer un personnage a priori aussi disposé à tous les simulacres que Nicolas Hulot. Ou pour se targuer « d'éradiquer la grande pauvreté » quand, du fait de politiques de guerre sociale à outrance, elle explose dans les statistiques et sous nos yeux mêmes. Il faut avoir passé des caps pour expliquer sans ciller que la transformation « en profondeur des règles de l'indemnisation du chômage », de « l'organisation du secteur public » et de « notre système de retraite », transformations qui promettent les demandeurs d'emploi à une précarité sous surveillance sans précédent, le secteur public au saccage néomanagérial, et les retraités à la misère, pour expliquer, donc, que tous ces bons soins sont faits « au fond pour bâtir les nouvelles sécurités du XXIe siècle ».

À ce stade, l'examen clinique est déjà très lourd, mais il ne prend sa véritable consistance qu'au moment, proprement glaçant, où le sujet déclare placer toutes ses intentions sous le signe de la vérité et de la réalité, et jusqu'à en faire un vœu, « un vœu de vérité » â€” consciencieusement mâchonné par le commentariat médiatique. C'est alors qu'on le voit passer le 38e parallèle quand, bien en face, il nous souhaite pour 2019 « de ne pas oublier qu'on ne bâtit rien sur des mensonges ». Et c'est à l'instant où il nous sermonne que « nous nous sommes installés dans un déni parfois flagrant de réalité » que toutes les alarmes se mettent à sonner.

C'est donc avec des profils de ce genre qu'il faudrait aller jouer au « grand débat », et avec lesquels la « presse

démocratique » appelle elle aussi à aller « parler », puisque « parler », c'est la « démocratie ». Des profils qui ont pourtant annoncé la couleur, qui invitent à discuter de tout mais sous l'évidence préalable qu'« on ne détricotera pas ce qui a été réalisé en dix-huit mois », c'est-à-dire qu'on ne changera rien à€" sinon à donner du même en pire. On réalise ici que c'est de nouveau à Benjamin Griveaux qu'on doit cet encouragement à débattre, décidément un personnage remarquable, fin connaisseur du pays profond depuis « la clope et le diesel [3] », et l'on se dit qu'on pourra raconter ce qu'on veut à propos des animateurs de l'après-midi « Portes ouvertes » au ministère, sauf qu'ils ont manqué de sens politique.

Comme un événement se reconnaît à sa puissance de classement, à son pouvoir de montrer qui est où, et qui pense quoi à€" après le TCE de 2005, Trump ou le Brexit, celui des « gilets jaunes » en est un au plus haut point à€", l'événement dans l'événement, dont les portes défoncées du ministère fait certainement partie, l'est au carré : il fait tout sortir. À commencer de l'intéressé lui-même qui, pour se refaire une dignité express après avoir changé de linge, va puiser dans les dernières ressources de son lyrisme Sciences-Po pour expliquer que ce qui a été attaqué, « c'est la maison France ». Si l'on prend le parti charitable de considérer que « la maison France » (assez judicieusement rebaptisée par un internaute « la maison Business France ») n'est pas une entité imaginaire pour enfants en bas âge, ou bien pour délirant échappé du CMP, il faut expliquer à Griveaux que, non, c'est bien lui qui a été visé, qu'il n'était d'ailleurs pas illogique qu'il en fût ainsi car, est-il dit quelque part, le malheur va à celui par qui le scandale arrive et que, porte-parole d'une clique qui scandalise le pays, il a lui-même, à force de provocations et de mépris, porté l'outrage général à des sommets qu'on ne peut décemment pas imaginer franchir en toute impunité. Appelons donc Benjamin Griveaux à refaire des distinctions élémentaires, dont la perte est une indication préoccupante de plus : il n'est pas « la maison France » en personne, ni même « les institutions ».

Cette confusion n'existe cependant pas qu'à l'état isolé dans les têtes les plus dérangées de ce gouvernement. Un reportage court mais frappant de l'AFP auprès des forces de l'ordre révélait avec quelle sorte de conditionnement les chefs bourrent les têtes de la troupe avant de l'envoyer matraquer : « ils nous disent que si on perd cette bataille-là tout peut s'effondrer. Ils nous rappellent l'importance de notre métier pour la démocratie et la république (...) Notre vocation, c'est de défendre les institutions [4] », témoigne ainsi l'un d'eux. Brutes fascisées mises à part, qui n'ont besoin d'aucun motif pour cogner, que resterait-il de l'ardeur des policiers si on leur expliquait posément que, Griveaux et Macron dégages, les « institutions », qui ne se confondent pas avec leurs occupants transitoires, seraient toujours là... accessoirement débarrassées des personnages qui leur bricolent la même vie pourrie que ceux sur qui ils ont ordre d'aller taper ? Défendre Macron n'est pas défendre « les institutions » : c'est défendre Macron à€" barricadé dans les institutions.

Mais l'on pourrait aussi, à l'exact inverse, répondre tout autre chose au spasme indigné de ce que, sinon « la maison France » du type en rupture de cachets, ce sont « les institutions de la République qu'on attaque », autre chose qui ferait le choix de prendre cette phrase de carton-pâte au sérieux malgré tout, et qui lui dirait que, tout bien réfléchi, en définitive, oui, c'est vrai, il y a de ça. On ne sait jamais trop où se situer entre le trop et le trop peu d'importance accordée aux questions institutionnelles, mais si vraiment les renversés du Fenwick tiennent à en parler, alors oui : se débarrasser des institutions de la Ve République, ça peut en effet faire partie de l'idée générale [5].

Il faut que les « défenseurs de la démocratie », forcenés médiatiques hurlant à la « sédition » et aux « factieux » avec les forcenés politiques, aient perdu de longue date l'idée de la démocratie qui, il faut visiblement le leur rappeler, consiste en l'activité autonome par lesquelles les peuples créent non seulement leurs lois mais leurs institutions à€" créent, c'est-à-dire s'autorisent à recréer chaque fois qu'ils le jugent opportun. On aura donc du mal à tenir le renversement des institutions en vue de refaire de nouvelles institutions pour une activité opposée à la démocratie quand elle en est l'expression même.

Pour parler aux forcenés avec des références simples qu'ils peuvent peut-être comprendre, de Gaulle en 1958, par exemple, se propose de « renverser les institutions de la république » à€" la IVe. Comme on sait, il s'est alors agi, dans la manière, davantage d'un coup d'État que d'une refondation démocratique, mais comme de Gaulle est leur

doudou à tous, et qu'ils tiennent tous ce cas de « renversement des institutions de la république » pour une chose très admirable, un argument a fortiori devrait les convaincre sans peine que la même chose appliquée à la Ve, mais avec beaucoup de monde au lieu d'une sorte de junte, est encore plus exemplairement démocratique.

Pour tout dire, on sait bien qu'aucun argument ni aucune logique n'auront plus la moindre prise sur ces esprits. Tout autant que ce gouvernement, la presse *mainstream* qui fait bloc avec lui a quitté le réel. Départ qui hésite entre les formes du grotesque et celles du refuge dans les principes supérieurs, crécelles à tourner quand, le dos au mur, on n'a plus rien à dire. Le grotesque par exemple quand France Inter convie une « spécialiste des discours politiques » à commenter les vœux de Macron et, joignant le pire radiophonique au pire universitaire, obtient sans peine de l'invitée choisie à cette fin que prononcer les vœux debout, c'est « donner une image de dynamisme et de jeunesse », mais aussi « casser l'image très éloignée des Français [6] » à €” avouons qu'ici le « service public » ne pouvait guère cerner de plus près le sentiment du public, à qui l'écoute de l'allocution présidentielle a certainement fait cet effet-là exactement, et inspiré des pensées toutes pareilles. « Donc un président qui a entendu, et qui se remet en marche » résume Alexandra Bensaïd, avec une parfaite objectivité, elle aussi vouée à tomber des nues le jour où les portes de la Maison de la Radio seront à leur tour enfoncées à l'engin de chantier.

Comme par une sorte de prescience du Fenwick qui vient, le monde des médias prend les devants et n'en finit plus de s'envelopper préventivement dans la « démocratie », de crier que si on lui touche un cheveu à lui, c'est elle qu'on assassine, et qu'il n'y a pas de plus grand crime. Alors dans une crise d'écholalie qui sent les paniques terminales, il ne dit plus, en boucle et en désordre, que « république », « les institutions », « démocratie » et « liberté de la presse ». Mais il y a belle lurette que « la démocratie », dans ces bouches, n'est qu'un mot ectoplasme, comme « presse libre », et ça n'est certainement pas un hasard que les deux se serrent l'un contre l'autre pour tenter de se sauver solidairement à €” la « démocratie » du capital accrochée à la « presse libre » du capital (ou à celle de l'État du capital).

Déjà au naturel apparentées à ces concepts dont Deleuze disait qu'ils sont « gros comme des dents creuses », la « presse libre » et la « démocratie » sont des abstractions vides de sens, dont les tenants voudraient qu'on les révère en principe, alors qu'on n'en juge qu'en situation. Montrez-nous telle presse, et tel système de gouvernement, nous vous dirons s'ils sont libres et démocratiques, indépendamment des étiquettes avantageuses qu'ils se donnent, et pour le reste, inutile de s'agiter avec des généralités à faire du vent. Quel effet pourrait bien nous faire par exemple l'étiquette de « presse libre, pilier de la démocratie » quand on écoute BFM, France Info (qui est pire que BFM), ou qu'on lit le JDD en ce moment ?

On comprend en tout cas que, dans toute cette affaire, la question de la violence soit le point de cristallisation absolue. D'abord parce qu'elle répond à une série d'égalités ou d'oppositions entre « dents creuses » suffisamment rudimentaires pour entrer dans des têtes de journaliste : violence = contraire de démocratie ; or démocratie = bien suprême, et incidemment démocratie = presse (libre) ; donc presse libre = bien suprême, et violence = ennemi de presse libre (spécialement quand ça commence à chauffer à proximité des sièges de médias). Mais aussi, bien plus encore, parce que la violence n'est pas que le point d'outrage, ou de terreur, de la « presse libre » : elle est son point de mauvaise conscience.

Depuis trente ans en effet, la structure institutionnelle d'ensemble, dont les médias sont un élément décisif, n'a pas cessé d'organiser la cécité, la surdité et la tranquillité des puissants à €” dont Griveaux est le produit achevé, la forme pure : « à l'écoute », il « entend » qu'il faut accélérer, et puis s'étonne de se retrouver avec une porte cochère sur les bras. Or depuis 1995 jusqu'à aujourd'hui, en passant par Le Pen en 2002, le TCE de 2005, le Brexit, Trump, etc., les médias dominants se sont scrupuleusement tenus à leur tâche de gardiennage qui consistait à renvoyer toute manifestation de mécontentement à l'irrationalité et toute demande d'alternative à l'irresponsabilité, pour placer la continuité gouvernementale néolibérale hors d'atteinte. Quand tous les médiateurs, médiatiques et syndicaux, ont cessé depuis trois décennies de médiatiser quoi que ce soit, quand le jeu ordinaire des institutions ne produit plus que du Griveaux, et que sa manière très spéciale « d'écouter » est bénie, au moins par omission, par la corporation

éditorialiste, il ne faut pas s'étonner qu'ayant parlé si longtemps dans le vide et à bout de souffrances, le peuple n'ait plus d'autre solution sous la main que de prendre la rue et d'enfoncer les portes pour se faire entendre une bonne fois.

On comprend mieux que les médias soient accrochés à leur cher tamis, celui qui doit faire le tri des « agitateurs factieux » et des « gilets Jaunes pacifiques ». Il leur sera difficile d'admettre, comme en témoignent pourtant les sondages aussi bien que la « cagnotte du boxeur », que les seconds soutiennent tacitement, voire explicitement, les premiers. Et que ces seconds voient très bien que, sans ces premiers, ils n'auraient même pas obtenu les miettes qui leur ont été octroyées avec condescendance, car toute manifestation « citoyenne » et « pacifique » est vouée à la nullité dans le système de la surdité institutionnelle organisée   un mois de quasi-insurrection pour un moratoire sur l'essence et quelques clopinettes autour du SMIC : nous connaissons maintenant les tarifs de la « démocratie à l'écoute ».

La « violence » dont s'épouvante la corporation, et dont elle voudrait épouvanter avec elle le reste de la population, offre donc en creux l'exacte mesure de sa carence. Et comme il est trop tard, comme par ailleurs, à l'image de tous les pouvoirs, le pouvoir médiatique est incapable du moindre apprentissage   les médias ne font-ils pas partie depuis des décennies des institutions les plus détestées, et qu'ont-ils fait, année après année, sinon enregistrer stupidement leur discrédit sans rien changer ?  , alors la corporation campera sur ses équations pour débiles légers : violence = mal incompréhensible, en fait même inconcevable.

Feignant de ne rien comprendre, ou ne comprenant rien vraiment, les médias croient qu'on les chicane injustement sur des questions de comptage, ou bien pour avoir montré quelques fascistes au milieu des « gilets jaunes »   avec l'appui de sociologues à la pointe de la connaissance scientifique, comme Michel Wieviorka, qui a « vu dans Paris des tags avec un « A » entouré, qui est un signe d'extrême-droite [Z] ». Aussi bien éclairés, on comprend qu'ils ne puissent pas voir qu'à part leur racisme social foncier, c'est par leur fusion manifeste avec toutes les vues des dominants, et plus encore sur la question de la violence que se joue actuellement leur infamie. Répéter jusqu'à la nausée « casseurs », ne montrer que la violence des manifestants, occulter systématiquement celles de la police, c'est infâme.

Aussi bien l'expérience concrète que l'enquête tant soit peu soigneuse confirment que la police porte la responsabilité pratique du niveau des violences. L'expérience concrète car, depuis 2016 déjà, on ne compte plus les témoignages de manifestants parfaitement pacifiques que le matraquage sans motif, sans préavis, et sans justification, a rendus enragés, et déterminés à ne plus se laisser faire « la fois d'après ». Quant à l'enquête, celle de Laurent Bonelli rapporte ce propos recueilli d'un « haut responsable des forces de maintien de l'ordre » : « c'est nous, l'institution, qui fixons le niveau de violence de départ. Plus la nôtre est haute, plus celle des manifestants l'est aussi ». Voilà ce qu'on ne lira jamais dans la presse *mainstream*.

Qui n'en cultive pas moins l'hypocrisie minimale lui permettant de se croire quitte de ses devoirs « d'informer ». Car, se récriera-t-elle, elle « en parle » ! Si en effet, passé samedi soir, où l'un des journalistes de France Info, un certain Pierre Neveux, encore plus en roue libre que ses collègues, suggère au sous-ministre de l'intérieur d'interdire purement et simplement les manifestations, un flash de dimanche après-midi mentionne bel et bien la scène du flic tabasseur de Toulon. Mais pour l'accompagner d'une interview d'un syndicaliste... de la police, et sans omettre la plus petite des circonstances justificatrices, quitte à relayer toutes les fabrications policières s'il le faut. Pendant ce temps, le boxeur de CRS, lui, est omniprésent. Car voilà toute l'affaire : l'omniprésence, ça s'organise. Et, forcément, ça s'organise sélectivement.

Un journaliste cependant sauve l'honneur de la profession (heureusement, il n'y en a pas qu'un) : David Dufresne a tenu un compte scrupuleux des violences policières, sauvages, gratuites, illégales. 230 signalements depuis un mois, une encyclopédie de la honte « démocratique », dont la moindre image soulève le coeur et l'indignation. Et

surtout " c'est bien ça le problème " suffirait à retourner l'opinion comme une crêpe. Mais qui lui donne la parole ? Envoyé spécial, brièvement et dans un exercice d'équilibrisme visiblement sous haute surveillance. Et Le Média, seul de son genre, dans une émission comme on est bien certain qu'on n'en verra nulle part ailleurs de pareille. Car dans le cercle des médias installés, pas un n'a encore trouvé la force d'articuler explicitement cette vérité de l'époque Macron qu'aller manifester emporte le risque d'une blessure de guerre, ou de sanctions judiciaires ahurissantes. Ni plus ni moins. On attend toujours de voir la « presse démocratique » éditorialiser ou, comme il lui reviendrait en réalité, faire campagne sur ce thème, à l'appel par exemple des avertissements répétés des institutions internationales, ONU, CEDH, Amnesty International. Car, là encore, il y a une différence entre se dédouaner à peu de frais de la restitution des « faits » et en faire quelque chose. Comme les médias croient se dédouaner, à l'image du Monde, en couvrant le mouvement, pour finir par éditorialiser que l'ordre macronien est le bon et que ceux qui persistent à le contester ne sont plus que des « irréductibles violents [8] », ils rapportent à minima quelques cas de violences policières, et puis éditorialisent... ailleurs, c'est-à-dire rien. Manifester, blessure de guerre " mais rien.

Il apparaît donc que la « presse démocratique » se moque absolument des atteintes réelles à la démocratie. Traquant la *fake news* jusqu'à l'écoeurement, sans d'ailleurs jamais qualifier comme telles toutes celles qui viennent de l'intérieur de son propre système, elle est devenue l'institution centrale de la fake democracy. Et elle s'étonne que les mots-amulettes aient perdu toute efficacité, que les gueux ne mettent plus genou à terre devant le crucifix de la « presse libre », elle se consterne que, ne trouvant rien d'autre pour sa défense que de se réfugier dans « la dent creuse » des principes supérieurs, elle ne recueille plus que les lazzis dans le meilleur des cas, et la rage, à son tour maintenant " implacable mécanique de la solidarité des pouvoirs forcenés : comme ils ont régné ensemble, ils tombent ensemble.

En l'occurrence ce sont les troupiers médiatiques qui tombent les premiers " comme dans toutes les guerres, les bidasses ramassent pour les généraux. Au reste, on n'est pas tout à fait certain de la mesure dans laquelle, à BFM, les options idéologiques de la base diffèrent de celles du sommet. À tout le moins, il semble que le compte n'y soit plus suffisamment pour continuer de se faire traiter « d'enculé » et sortir méchamment des cortèges en conséquence des agissements de la chefferie. Si cependant les reporters de BFM avaient deux sous d'analyse, ils donneraient à leur débrayage un tout autre sens que celui d'un « boycott de la couverture des "gilets Jaunes" » : le sens d'une grève, c'est-à-dire d'un avertissement à leur direction, responsable réelle de la situation impossible où ils se trouvent. Du reste, exactement de la même manière que les CRS devraient poser le casque en un geste de défiance enfin bien adressé : à l'endroit du gouvernement, qui répand une colère écumante et laisse ses prolos du maintien de l'ordre aller en accuser réception à sa place.

En tout cas on l'a compris, ce pouvoir médiatique n'est pas moins forcené que ce pouvoir politique. Tous ses choix, et plus encore ses non-choix, le confirment. De quoi parle-t-il, et de quoi ne parle-t-il pas ? Et comment parle-t-il de ce dont il parle, croyant être à jour de ses obligations du seul fait « d'en avoir parlé » ? Pourquoi, par exemple, les médias *mainstream* qui n'aiment rien tant que se voir partir en croisade et se faire un blason d'investigateurs avec les Leaks et les Papers (qu'on leur envoie) ont-ils fait si peu de choses de ce mail des *Macronleaks* expliquant benoîtement que les taxes essence étaient écologiques comme Bernard Arnault un militant de la cause du peuple : elles n'étaient faites que pour financer les baisses de cotisations du CICE ? Pourquoi n'en ont-ils pas fait une campagne, comme ils l'ont fait avec entrain au début pour expliquer que les « gilets jaunes » et leurs carrioles puantes étaient les ennemis de la planète ? Pourquoi cet élément accablant n'a-t-il pas fait toutes les une écrites et audiovisuelles pendant plusieurs jours d'affilée, puisque c'est le genre d'opération pour lesquelles les chefferies ont une passion ?

Pourquoi, également, ne se sont-ils pas saisis de cet accident d'un ouvrier de 68 ans, auto-entrepreneur, mort d'être tombé d'un toit, fait qui n'a rien de « divers » puisque, non seulement il dit tout de l'époque, mais qu'il épouse parfaitement le moment ? 68 ans, ouvrier, auto-entrepreneur, mort au travail : n'y avait-il pas de quoi faire quelque chose de cette sorte de synthèse parfaite ?

Pourquoi, encore, se sont-ils joints au ministère de l'intérieur pour crier au scandale à propos de la guillotine en carton, au mépris de toute l'histoire populaire des effigies ? Au mépris surtout de ce qu'à fermer jusqu'aux formes symboliques de l'expression de la colère, après en avoir fermé toutes les formes politiques, ils devraient se demander quelles solutions d'expression ils lui laissent.

Les vrais forcenés sont ceux dont le pouvoir, joint à l'acharnement, produisent ce genre de situation. Du code du travail à la gueule des manifestants, ce sont eux qui cassent tout à€” c'est bien ça le problème avec les forcenés : ils cassent tout. Cependant, il y a un moyen très simple de les en empêcher : on leur envoie les infirmiers. Les « gilets jaunes » le pressentent-ils : il y a quelque chose en eux de la blouse blanche.

Frédéric Lordon pour
[La pompe à phynance](#)

[La pompe à phynance](#). Paris, 8 janvier 2019

* **Frédéric Lordon** est un économiste qui travaille avec la philosophie, selon sa propre définition, directeur de recherche au CNRS. Il est notamment l'auteur de « *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières* », Raisons d'agir, octobre 2008 ; « *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme* », Presses de Sciences Po, 2008 ; « *Et la vertu sauvera le monde* », Raisons d'agir, 2003 ; « *La politique du capital* », Odile Jacob, 2002. « *Imperium* » **Structures et affects des corps politiques**. La Fabrique, septembre 2015.

[1] À 79 % de taux de participation et 45 % de vote utile (mesurés par un sondage Opinionway), les 24,1 % de Macron au premier tour donnent un soutien réel de 10,47 % des inscrits.

[2] Emmanuel Macron, « [Voeux 2019 aux Français](#) », 31 décembre 2018.

[3] « [« Pour Griveaux, Wauquiez est "le candidat des gars qui fument des clopes et roulent au diesel" »](#) », JDD, 2 décembre 2018.

[4] « [Si on perd cette bataille-là, tout peut s'effondrer](#) », AFP, 9 décembre 2018

[5] Fenwick est une marque bien connue de chariot élévateur.

[6] Cécile Alduy, [Le 7/9](#), France Inter, 1er janvier 2019.

[7] « L'Info du vrai », CNews, 7 janvier 2019.

[8] Éditorial, « [Gilets jaunes : sortir de l'impasse](#) », *Le Monde*, 24 décembre 2018.